

Arrêté n° : MD/ST/2025/ 338

Interdiction de stationnement,
Occupation du domaine public,
Restriction de circulation,

Du lundi 28 Juillet 2025,
Au vendredi 1^{ER} août 2025,

ARRÊTÉ

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

CONSIDERANT qu'en raison des travaux, par l'entreprise **ENEDIS**, il est nécessaire d'interdire le stationnement, d'occuper les emprises et de restreindre la circulation au droit de la Rue du Moulin Saint-Etienne.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant, au droit de la Rue Saint Etienne, du lundi 28 juillet 2025 au vendredi 1^{ER} août 2025.

Article 2 : La société **ENEDIS** est autorisée à intervenir sur le domaine public, au droit de la Rue Saint Etienne, du lundi 28 Juillet au vendredi 1^{ER} août 2025.

Article 3 : La circulation des véhicules de toute nature sera restreinte par demi-chaussée en circulation alternée par feux tricolores, au droit de la Rue Saint Etienne, du lundi 28 juillet au vendredi 1^{ER} août 2025.

Article 4 : La société **ENEDIS** se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : Le chantier de réinsertion est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat durant le chantier.

Article 7 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
- Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
- Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis

Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le

Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation,

Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire

